



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.706
30 mai 2007

FRANÇAIS
Original: FRANÇAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Cinquante-neuvième session
Genève, 7 mai-8 juin et 9 juillet-10 août 2007

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION

Rapporteur: M. Ernest PETRIC

CHAPITRE IV

LES RESERVES AUX TRAITES

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
A. Introduction		1-9

RÉSERVES AUX TRAITÉS

A. Introduction

1. Par sa résolution 48/31 du 9 décembre 1993, l'Assemblée générale a approuvé la décision de la Commission du droit international d'inscrire à son ordre du jour le sujet intitulé «Le droit et la pratique concernant les réserves aux traités».
2. À sa quarante-sixième session (1994), la Commission a nommé M. Alain Pellet Rapporteur spécial pour ce sujet¹.
3. À sa quarante-septième session (1995), la Commission a reçu et examiné le premier rapport du Rapporteur spécial².
4. À l'issue de cet examen, le Rapporteur spécial a résumé les conclusions qu'il tirait des débats de la Commission sur le sujet; celles-ci avaient trait au titre du sujet, qui devrait se lire dorénavant «Réserves aux traités», à la forme du résultat de l'étude, qui devrait se présenter comme un guide de la pratique en matière de réserves, à la souplesse avec laquelle les travaux devraient être conduits et au consensus qui s'était dégagé au sein de la Commission pour considérer qu'il n'y avait pas lieu de modifier les dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986³. De l'avis de la Commission, ces conclusions constituaient le résultat de l'étude préliminaire demandée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 48/31 du 9 décembre 1993 et 49/51 du 9 décembre 1994. Quant au Guide de la pratique, il se présenterait sous la forme de directives accompagnées de commentaires, qui seraient utiles pour la pratique des États et des organisations internationales; ces directives seraient, au besoin, accompagnées de clauses types.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 10 (A/49/10), par. 382.

² A/CN.4/470 et Corr.1.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément n° 10 (A/50/10), par. 491.

5. En 1995, conformément à sa pratique antérieure⁴, la Commission a autorisé le Rapporteur spécial à établir un questionnaire détaillé sur les réserves aux traités pour s'enquérir de la pratique suivie et des problèmes rencontrés par les États et les organisations internationales, particulièrement celles qui étaient depositaires de conventions multilatérales. Ce questionnaire a été adressé à ses destinataires par le secrétariat. Dans sa résolution 50/45 du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale a pris note des conclusions de la Commission, qu'elle a invitée à poursuivre ses travaux selon les modalités indiquées dans son rapport, et elle a aussi invité les États à répondre au questionnaire⁵.

6. À sa quarante-huitième session (1996), la Commission était saisie du deuxième rapport du Rapporteur spécial sur le sujet⁶. Le Rapporteur spécial avait annexé à son rapport un projet de résolution de la Commission du droit international sur les réserves aux traités multilatéraux normatifs, y compris les traités relatifs aux droits de l'homme, établi à l'intention de l'Assemblée générale en vue d'appeler l'attention sur les données juridiques du problème et de les clarifier⁷.

7. À sa quarante-neuvième session (1997), la Commission a adopté des conclusions préliminaires sur les réserves aux traités multilatéraux normatifs, y compris les traités relatifs aux droits de l'homme⁸.

8. Dans sa résolution 52/156 du 15 décembre 1997, l'Assemblée générale a pris note des conclusions préliminaires de la Commission ainsi que du fait que celle-ci avait invité tous les organes créés par des traités multilatéraux normatifs à formuler par écrit leurs commentaires et observations sur ces conclusions, et elle a appelé l'attention des gouvernements sur le fait qu'il importait qu'ils communiquent à la Commission du droit international leurs vues sur les conclusions préliminaires.

⁴ Voir *Annuaire ... 1993*, vol. II (deuxième partie), par. 286.

⁵ Au 31 juillet 2003, 33 États et 25 organisations internationales avaient répondu au questionnaire.

⁶ A/CN.4/477 et Add.1.

⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 10* (A/51/10), par. 137.

⁸ *Ibid.*, cinquante-deuxième session, *Supplément n° 10* (A/52/10), par. 157.

9. De sa cinquante-sixième session (1998) à sa cinquante-huitième session (2006), la Commission a examiné 8 autres rapports⁹ du Rapporteur spécial¹⁰ et adopté à titre provisoire 76 projets de directives et les commentaires y relatifs.

- - - - -

⁹ Troisième rapport (A/CN.4/491 et Corr.1 (anglais seulement), Add.1, Add.2 et Corr.1, Add.3 et Corr.1 (arabe, français, russe seulement), Add.4 et Corr.1, Add.5 et Add.6 et Corr.1); quatrième rapport (A/CN.4/499); cinquième rapport (A/CN.4/508 et Add.1 à 4); sixième rapport (A/CN.4/518 et Add.1 à 3); septième rapport (A/CN.4/526 et Add.1 à 3); huitième rapport (A/CN.4/535 et Add.1); neuvième rapport (A/CN.4/544), et dixième rapport (A/CN.4/558 et Corr.1, Add.1 et Corr.1 et Add.2).

¹⁰ Pour une présentation historique détaillée, voir *Documents officiels, cinquante-neuvième session, Supplément n° 10* (A/59/10), par. 257 à 269.